

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/002743]

8 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 94, § 1^{er}, modifié en dernier lieu par le décret du 15 mars 2018, et § 1^{er} bis, modifié par le décret du 30 mars 2006, et 171 bis, § 4, inséré par le décret du 30 mars 2006 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public ;

Vu le rapport du 3 juillet 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du pôle « Logement » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 25 septembre 2023 ;

Vu l'avis de la Société wallonne du Logement, donné le 5 octobre 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 24 octobre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 18 janvier 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.401/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 19 janvier 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la proposition de la Société wallonne du Logement du 24 avril 2023 ;

Considérant le rapport « évaluation du système d'attribution des logements publics vacants » du Centre d'Etude en Habitat durable du 1^{er} juillet 2022 ;

Sur la proposition du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un 8°bis rédigé comme suit :

« 8°bis ressources : les revenus visés à l'article 1^{er}, 8° augmentés des rentrées financières et des équivalents en nature définis par le ministre ; » ;

b) il est inséré un 14°bis rédigé comme suit :

« 14°bis valeur locative standardisée : le montant équivalent à nonante-cinq pour cent du loyer plancher issu de la grille indicative des loyers visée à l'article 89 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation ; » ;

c) au 15°, d), les mots « ou atteint d'une maladie dégénérative conduisant inévitablement à une déficience motrice attestée par un médecin spécialiste » sont insérés entre les mots « lorsque l'un des membres est handicapé » et les mots « ou, dans les cas spécifiques de même nature » ;

d) au 15°ter, les modifications suivantes sont apportées :

(1) au b), les mots « ou atteint d'une maladie dégénérative conduisant inévitablement à une déficience motrice attestée par un médecin spécialiste » sont insérés entre les mots « ou pour des personnes handicapées » et les mots « , ou inversement » ;

(2) au d), le mot « spécialiste » est inséré entre les mots « attestés par un médecin » et les mots « et acceptés par une décision motivée ».

Art. 2. L'article 8, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008, est complété par un cinquième tiret rédigé comme suit :

« - par le ménage occupant dont la société a mis fin à la convention d'occupation précaire en application de l'article 41, § 3. ».

Art. 3. A l'article 12, § 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont, le cas échéant, complétés par ceux que la société peut obtenir directement auprès de la source authentique. Le demandeur informe la société de toute modification dans son dossier de candidature et actualise lesdits documents. » ;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le demandeur doit indiquer les communes dans lesquelles il est candidat à l'attribution d'un logement avec un maximum de cinq communes qu'il classe par ordre de préférence. Il peut limiter sa candidature à l'attribution d'un logement dans maximum cinq sections de communes ou quartiers de logements sociaux au sein de l'ensemble des communes choisies. Le demandeur est de plein droit candidat à l'attribution d'un logement auprès de toutes les sociétés de logement desservant le territoire des communes, sections de communes ou quartiers indiqués. La société qui a reçu le formulaire unique de candidature est chargée de la procédure visée aux articles 13 à 15.

Le demandeur peut préciser si sa candidature porte sur une maison et/ou sur un appartement. La société est tenue de proposer, en premier choix, au candidat qui a exprimé cette préférence, un logement proportionné qui correspond à sa demande. Si le logement à attribuer ne permet pas de répondre aux choix formulés par les candidats locataires, alors ce logement est proposé, au ménage arrivant en premier sur la liste.

En cas de refus du logement, ce dernier est proposé, lors d'un même comité d'attribution, aux candidats locataires suivants figurant dans le registre des candidatures. ».

Art. 4. Dans l'article 15, alinéa 2, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014, le mot « spécialiste » est inséré entre les mots « par un médecin » et les mots « justifie le second refus ».

Art. 5. A l'article 17 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la ligne 7 du tableau, les mots « 3, §§ 2 et 3, de la loi du 21 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, modifiée par la loi du 1^{er} mars 1991 » sont remplacés par les mots « 55, §§ 2 et 3, du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation » ;

b) la ligne 11 du tableau est remplacée par ce qui suit :

« La personne qui quitte ou a quitté son logement suite à des violences intrafamiliales attestées dans des documents probants tels que le procès-verbal, l'attestation de foyer ou l'attestation du C.P.A.S. ou d'institutions spécialisées dans les violences intrafamiliales. » ;

c) la ligne 14 du tableau est complétée par les mots « ou atteint d'une maladie dégénérative conduisant inévitablement à une déficience motrice attestée par un médecin spécialiste » ;

2° dans le paragraphe 4, 2°, les mots « visé au chapitre VI ou d'un projet spécifique » sont insérés entre les mots « d'un projet spécifique » et les mots « approuvé par le Gouvernement ».

Art. 6. Dans l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2012, le mot « handicapé » est à chaque fois remplacé par les mots « porteur du handicap pour lequel le logement a été adapté ou atteint d'une maladie dégénérative conduisant inévitablement à une déficience motrice attestée par un médecin spécialiste et pour laquelle le logement est déjà adapté ».

Art. 7. Dans l'article 21, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014, le 2° est complété par les mots « en vue d'obtenir un logement proportionné visé au Titre II ou visé au Titre IV. ».

Art. 8. Dans l'article 22, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « à revenus précaires » sont remplacés par les mots « de catégorie 1 » ;

b) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° pour la commune disposant d'au moins cinq pour cent de logements sociaux, celle-ci peut attribuer aux ménages de catégorie 3 un pourcentage maximum de logements équivalent au pourcentage de logements sociaux présents sur son territoire.

Le pourcentage pris en compte est le pourcentage de logements sociaux établi au 1^{er} janvier de l'année N-3 attesté par l'administration. Ce pourcentage est arrondi à l'unité supérieure et est augmenté de cinq pour cent s'il s'agit d'une commune de plus de 75.000 habitants. Le nombre d'habitants est fixé sur la base des chiffres de la population de droit arrêtés par le ministre fédéral ayant les affaires économiques dans ses attributions. ».

Art. 9. Dans l'article 23, § 2, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014, le mot « spécialiste » est inséré entre les mots « attestés par un médecin » et les mots « et qui a introduit auprès de la même société ».

Art. 10. Dans l'article 24, § 4, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, le mot « handicapé » est remplacé par les mots « porteur du handicap ou atteint d'une maladie dégénérative conduisant inévitablement à une déficience motrice attestée par un médecin spécialiste » ;

b) au 3°, le mot « handicapées » est remplacé par les mots « porteuses du handicap ou atteintes d'une maladie dégénérative conduisant inévitablement à une déficience motrice attestée par un médecin spécialiste ».

Art. 11. Dans le titre II du même arrêté, il est inséré un chapitre VI, comportant les articles 36 à 38, rédigé comme suit :

« Chapitre VI. Projet spécifique Housing first

Art. 36. Au sens du présent chapitre, l'on entend par projet spécifique Housing first, tout projet visant à proposer un logement individuel et un accompagnement pluridisciplinaire de longue durée à des personnes sans-abri avec un long parcours en rue qui souffrent de problématiques psychiatriques ou d'assuétudes.

Art. 37. § 1^{er}. Sur autorisation de la Société wallonne, la société peut déroger aux critères d'attribution du présent arrêté moyennant le respect des conditions suivantes :

1° au moins un des partenaires impliqués dans le projet est subventionné en application de l'article 61 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ou de l'article 198, 3° du Code wallon de l'Habitation durable ;

2° le public cible est la personne sans abri, sans chez soi ou en difficulté sociale et qui se trouve dans l'une ou plusieurs des situations suivantes :

a) vit dans l'espace public ;

b) ne dispose pas de logement, n'est pas en mesure d'en obtenir par ses propres moyens et n'a dès lors pas de lieu de résidence ;

c) n'a pas de logement habitable ou habitable améliorable au regard des normes de salubrité, de sécurité et d'habitabilité ;

d) réside ou est hébergée temporairement dans une institution ;

e) dispose d'un logement et s'est trouvée, par le passé, dans une des situations visées aux a) à d) ;

f) est en situation de précarité ou présente un risque de basculement vers la précarité ;

3° les attributions permettent l'accompagnement des ménages pour lesquels la subvention visée au 1° est accordée ;

4° le public cible est informé par des voies adéquates du projet ainsi que des voies de recours ;

5° les critères dérogatoires d'admission et d'attribution respectent l'égalité de traitement, de motivation, de proportionnalité, d'objectivité et de justification raisonnable ;

6° la procédure d'attribution prévoit la motivation de l'admission et le refus des demandes ainsi que les attributions ;

7° le comité d'attribution est compétent pour attribuer les logements dans le cadre du projet Housing First.

§ 2. La demande d'autorisation visée au paragraphe 1^{er} contient :

1° le contexte local du sans-abrisme et les expériences éventuelles de la société en la matière ;

2° le nombre de logements pour lesquels la dérogation est sollicitée au regard d'une motivation légitime et proportionnée ;

3° l'identification du ou des partenaires en charge de l'accompagnement social continu ainsi que ses (ou leurs) qualification(s) pour assurer l'accompagnement « Housing First » ;

4° l'identification du public cible et les objectifs sociaux poursuivis ;

5° les modalités et les critères d'attribution de ces logements ;

6° la démonstration que l'accompagnement social sera pluridisciplinaire, individualisé et non limité dans le temps ;

7° la collaboration envisagée avec la société, via, notamment, le référent social visé à l'article 131bis du CWHD ;

8° la composition de l'équipe chargée de l'analyse et de la sélection du public-cible ;

9° les modalités de publicité du projet « Housing First » ;

10° Les modalités d'ouverture des candidatures, d'admission des candidats, d'analyse des candidatures et de sélection des candidats ;

11° les modalités de communication quant aux voies de recours existantes.

§ 3. Lorsqu'une société a obtenu l'autorisation de la Société wallonne du Logement de pouvoir déroger aux critères d'attribution du présent arrêté, les autres dispositions du présent arrêté restent d'application.

Art. 38. La dérogation visée à l'article 37 est octroyée pour une durée indéterminée et prend fin à l'échéance de la période de subventionnement du ou des partenaires en charge de l'accompagnement social continu. ».

Art. 12. Dans le titre II du même arrêté, il est inséré un chapitre VII, comportant les articles 39 à 41, rédigé comme suit :

« Chapitre VII. Du décès du locataire

Art. 39. Le bail est résolu d'office en cas de décès du locataire et le logement est libre de toute occupation.

Art. 40. Si le logement est occupé par des personnes domiciliées depuis au moins dix-huit mois dans le logement mais que le changement de composition de ménage n'est pas transmis à la société conformément à l'article 4 de l'annexe 5 ou que les personnes ne remplissent pas les conditions d'admission du présent arrêté, la société conclut une convention d'occupation précaire de six mois maximum avec le ou les occupants.

Le Ministre fixe le calcul de l'indemnité ainsi que les modalités applicables aux conventions d'occupation précaire et établit un modèle de convention.

Art. 41. § 1^{er}. Si le logement est occupé par des personnes domiciliées depuis au moins dix-huit mois dans le logement, que le changement de composition de ménage est transmis à la société conformément à l'article 4 de l'annexe 5 et que les personnes remplissent les conditions d'admission du présent arrêté :

a) si le logement occupé est adapté et proportionné à la composition du ménage, la société conclut un contrat de bail avec ces personnes ;

b) si le logement occupé n'est pas adapté ou proportionné à la composition du ménage, la société propose un logement proportionné à ces personnes.

§ 2. À défaut de logement proportionné disponible, la société conclut avec les personnes visées au paragraphe 1^{er}, une convention d'occupation précaire qui prend fin au moment où la société propose un logement proportionné.

Le Ministre fixe le calcul de l'indemnité ainsi que les modalités applicables aux conventions d'occupation précaire et établit un modèle de convention.

§ 3. En cas de refus du logement proposé, la société met fin à la convention d'occupation précaire sauf en cas de refus dûment motivé par de justes motifs. ».

Art. 13. Les articles 42 à 47 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 42. La société, sur la base d'une décision motivée, peut louer au régime du loyer d'équilibre, des logements moyens et des logements dont le loyer est calculé en application des dispositions contenues dans la section 2 du chapitre 5 du présent arrêté dont elle est propriétaire et gestionnaire.

Art. 43. § 1^{er}. Le nombre de logements loués à loyer d'équilibre ne peut pas excéder le pourcentage déterminé dans le tableau suivant où :

P représente le rapport exprimé en pourcentage entre le nombre de ménages sur une commune qui occupent un logement d'utilité publique appartenant à une société et le nombre de ménages sur la même commune qui occupent un logement n'appartenant pas à une société ;

E représente le pourcentage maximum sur une commune de logements moyens et de logements dont le loyer est calculé en application des dispositions contenues dans la section 2 du chapitre 5 du présent arrêté qu'elle peut convertir en logement à loyer d'équilibre.

<i>Pourcentage de ménages occupant un logement d'utilité publique appartenant à une société</i>	<i>Pourcentage maximum de logements à convertir ou convertis en logement à loyer d'équilibre</i>
$P < 5\%$	$E = 7,5\%$
$5\% \leq P < 10\%$	$E = 10\%$
$P \geq 10\%$	$E = 20\%$

Le pourcentage visé à l'alinéa 1^{er} est déterminé pour la première fois au 1^{er} avril 2024 et réévalué tous les cinq ans en janvier.

§ 2. Le conseil d'administration des sociétés fixe le nombre maximum ainsi que, le cas échéant, la localisation et le type de logement qu'il accepte de louer au loyer d'équilibre.

§ 3. La société informe la Société wallonne de chaque attribution de logements à loyer d'équilibre selon les modalités déterminées par la Société wallonne.

§ 4. La société qui, lors de la réévaluation de son pourcentage, bénéficie d'un pourcentage inférieur à celui déterminé précédemment, procède à la régularisation de sa situation à l'occasion de chaque changement de locataire. Les baux à loyer d'équilibre conduisant à un dépassement du pourcentage ne peuvent pas être prorogés ou prolongés.

Art. 44. § 1^{er}. Le ménage candidat à un logement à loyer d'équilibre répond aux conditions de revenus et aux conditions patrimoniales visées à l'article 1^{er}, 29^o, 30^o ou 31^o, du Code :

- 1° à l'introduction de la demande de candidature ;
- 2° à la confirmation de la candidature ;
- 3° à l'attribution du logement ;
- 4° en cours de bail.

§ 2. Le locataire ne peut pas détenir un logement en pleine propriété ou en usufruit, sauf s'il s'agit d'un logement non améliorable, inhabitable ou inadapté.

Art. 45. La société tient un registre des demandes de candidatures au logement à loyer d'équilibre, établi selon les modalités déterminées par la Société wallonne.

Avant l'attribution, en l'absence de candidats répondant aux critères énoncés à l'article 47, § 2, du présent arrêté au sein du registre, la société publie des annonces de vacance du logement, durant au moins quinze jours, sur le site internet de la Société wallonne et au moins deux autres canaux.

La publication respecte les dispositions de l'article 5 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation.

Art. 46. Le demandeur introduit sa candidature au siège de la société de son choix, au moyen du formulaire de candidature, conforme à l'annexe 9 du présent arrêté, accompagné des documents nécessaires à l'établissement de son admissibilité.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont ceux que la société ne peut pas obtenir directement auprès de la source authentique.

Le demandeur indique les communes dans lesquelles il est candidat à l'attribution d'un logement avec un maximum de cinq communes qu'il classe par ordre de préférence. Il peut limiter sa candidature à l'attribution d'un logement dans maximum cinq sections de communes ou de quartiers de logements sociaux au sein de l'ensemble des communes choisies. Le demandeur est de plein droit candidat à l'attribution d'un logement auprès de toutes les sociétés de logement desservant le territoire des communes, des sections de communes ou des quartiers indiqués. La société qui a reçu le formulaire unique de candidature est chargée de la procédure visée aux articles 13 à 15.

Le demandeur précise si sa candidature porte sur une maison ou un appartement et s'il demande un garage ou un jardin. La société propose au candidat un logement qui correspond strictement à sa demande.

Lors de l'introduction de sa candidature, le demandeur précise si sa demande porte sur un logement adapté et indique les adaptations dont il a besoin.

Les articles 12, § 2 et 3, et 13 à 16 du présent arrêté s'appliquent à la candidature au logement à loyer d'équilibre.

Art. 47. § 1^{er}. Le comité d'attribution procède à l'attribution des logements.

§ 2. Le logement est attribué à un ménage qui répond aux conditions suivantes :

1° les ressources du ménage, diminuées du montant du loyer sont supérieures ou égales à quatre-vingts pour cent du revenu d'intégration sociale :

- a) au taux isolé si le ménage du candidat est composé d'une seule personne ;
- b) au taux ménage si le ménage du candidat est composé d'une personne seule ou d'un couple avec au moins un enfant mineur célibataire à charge, augmenté d'un taux cohabitant par personne majeure supplémentaire ;
- c) au taux cohabitant multiplié par le nombre de personnes majeures si le ménage compte plusieurs personnes sans aucun enfant mineur célibataire à charge ;

2° le logement attribué est proportionné à la composition de ménage du candidat. A défaut de candidat respectant ce critère, le comité attribue un logement comprenant une chambre excédentaire.

§ 3. La date d'admission de la candidature départage les candidats répondant cumulativement aux conditions de revenu et de proportionnalité du logement prévues au paragraphe 1. Si la date d'admission de la candidature est identique, le logement vacant est attribué en priorité au ménage dont le signataire de la candidature est le plus âgé. Par dérogation à l'alinéa précédent, sans préjudice des priorités d'attribution fixées au présent article, le Comité d'attribution attribue prioritairement le logement vacant aux locataires d'un logement à loyer d'équilibre sous-occupé qui est candidat à un logement à loyer d'équilibre proportionné puis au ménage locataire d'un logement d'utilité publique visé au Titre II.

Art. 47/1. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 44, § 2, les relations entre la société et ses locataires sont régies par les dispositions applicables en matière de résidence principale du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation.

La sous-location est interdite.

§ 2. Le loyer initial équivaut à la valeur locative standardisée.

Le loyer est adapté annuellement au coût de la vie selon les modalités déterminées à l'article 26, § 1^{er}, du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation.

§ 3. Les redevances, les consommations et les frais mis à charge du locataire sont établis conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 février 1999 portant réglementation des charges locatives à la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci.

§ 4. La Société wallonne établit un modèle de bail de logement à loyer d'équilibre.

Art. 47/2. § 1^{er}. La société transmet annuellement, pour le 31 mars au plus tard, à la Société wallonne un rapport, suivant le modèle établi par celle-ci, évaluant l'impact financier de l'opération et portant sur l'ensemble des loyers perçus ventilés par type de logement.

§ 2. La Société wallonne transmet au ministre, annuellement, une évaluation globale de l'application du loyer d'équilibre.

Art. 47/3. Le chapitre III du titre II du présent arrêté s'applique à la location des logements à loyer d'équilibre. ».

Art. 14. La société peut définitivement affecter les logements moyens existants en logements dont le loyer est calculé en application des dispositions contenues dans la section 2 du chapitre 5 du présent arrêté.

La société informe la Société wallonne de ce changement d'affectation.

Art. 15. Dans le volet A de l'annexe 4 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° le A.3. est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Attention, si vous effectuez un choix précis concernant le type de logement, la société vous propose un logement qui correspond strictement à votre demande. Un choix restrictif peut donc allonger le temps d'attente. » ;

2° il est complété par un A.4. rédigé comme suit :

« A.4. Choix concernant le logement au regard du handicap

Au regard du handicap présenté par un des membres du ménage, le logement nécessite :

- un aménagement pour personne à mobilité réduite : oui – non ;

- un autre type d'aménagement lié au handicap d'un membre du ménage : oui – non ; si oui, précisez lequel : _____ . ».

Art. 16. Dans le B2 du volet B de l'annexe 4 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 mai 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans la ligne 7 du tableau, les mots « 3, §§ 2 et 3, de la loi du 21 février 1991 modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer, modifiée par la loi du 1^{er} mars 1991 » sont remplacés par les mots « 55, §§ 2 et 3, du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation » ;

2° la ligne 11 du tableau est remplacée par ce qui suit :

« La personne qui quitte ou a quitté un logement suite à des violences intrafamiliales attestées dans des documents probants tels que le procès-verbal, l'attestation de foyer, l'attestation du C.P.A.S. ou d'institutions spécialisées dans les violences intrafamiliales. » ;

3° dans la ligne 14 du tableau, la phrase « Le ménage dont un membre est reconnu handicapé » est complétée par les mots : « ou atteint d'une maladie dégénérative conduisant inévitablement à une déficience motrice attestée par un médecin spécialiste ».

Art. 17. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe n° 9 qui est jointe en annexe 1^{re} au présent arrêté.

Art. 18. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux baux en cours et aux candidatures en cours au moment de son entrée en vigueur.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'article 13 s'applique aux baux conclus après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Les baux conclus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent d'application jusqu'à leur échéance.

La prorogation des baux conclus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est interdite. Au terme de ces baux la société peut conclure un nouveau bail aux conditions du présent arrêté.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2024.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 12, 13, 14 et 17 du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} octobre 2024.

Art. 20. Le Ministre qui a le logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Annexe 1^{re} à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public

Annexe n°9 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public

Formulaire de candidature au loyer d'équilibre

N° d'inscription :	FORMULAIRE	DE	CANDIDATURE
	A INSERER DANS LE REGISTRE DES CANDIDATURES		

Volet A à remplir par le demandeur.

A.1. COORDONNEES ET COMPOSITION DU MENAGE

CANDIDAT		CONJOINT OU COHABITANT	
Nom :		Nom :	
Prénom :		Prénom :	
Sexe :	masculin - féminin	Sexe :	masculin - féminin
Date de naissance :		Date de naissance :	
Lieu de naissance :		Lieu de naissance :	
Etat civil 1 :		Etat civil 1 :	
Nationalité 2 :		Nationalité 2 :	
Registre national :		Registre national :	
Profession 3 :		Profession 3 :	
Handicapé :	oui - non	Handicapé :	oui - non
Téléphone :		Téléphone :	
E-mail :		E-mail :	
Adresse :		Adresse :	
Rue	N° Code :	Rue	N° Code :
..... Localité :	Pays : Localité :	Pays :
Date de domiciliation :		Date de domiciliation :	

MEMBRES FAISANT PARTIE DU MENAGE ne plus reprendre le candidat et le conjoint ou le cohabitant

	Nom et prénom	Date de naissance	Sexe	Lien de parenté	N° national	Commune du domicile	Handicapé
1			M F	Enfant à charge		Date de domiciliation	Oui - non
	Profession 3			Enfant en hébergement			

	Nom et prénom	Date de naissance	Sexe	Lien de parenté	N° national	Commune du domicile	Handicapé
2			M F	Enfant à charge		Date de domiciliation	Oui- non
	Profession 3			Enfant en hébergement			

	Nom et prénom	Date de naissance	Sexe	Lien de parenté	N° national	Commune du domicile	Handicapé
3			M F	Enfant à charge		Date de domiciliation	Oui- non
	Profession 3			Enfant en hébergement			

	Nom et prénom	Date de naissance	Sexe	Lien de parenté	N° national	Commune du domicile	Handicapé
4				Enfant à charge			
	Profession 3			M F			
				Ascendant			
				Autre			

	Nom et prénom	Date de naissance	Sexe	Lien de parenté	N° national	Commune du domicile	Handicapé
5				Enfant à charge			
	Profession 3			M F			
				Ascendant			
				Autre			

	Nom et prénom	Date de naissance	Sexe	Lien de parenté	N° national	Commune du domicile	Handicapé
6				Enfant à charge			
	Profession 3			M F			
				Ascendant			
				Autre			

Pour les femmes enceintes :

Date prévue pour l'accouchement en mois ou année
...../.....

A.2. COMMUNES, SECTIONS DE COMMUNES OU DE QUARTIERS AUPRES DESQUELLES LE MENAGE DESIRE ETRE CANDIDAT A L'ATTRIBUTION D'UN LOGEMENT

LE PRESENT FORMULAIRE SERA EGALEMENT TRANSMIS AUX AUTRES SOCIETES CONCERNEES PAR LA DEMANDE –

1° Soit choix général :

Cinq communes au maximum à classer par ordre de préférence :

a) les communes gérées par la SOCIETE DE REFERENCE :

b) les communes gérées par d'autres sociétés :

2° Soit choix plus ciblé :

Cinq sections de communes ou de quartiers de logements sociaux au maximum à classer par ordre de préférence :

A.3. CHOIX CONCERNANT LE LOGEMENT

Maison ou appartement			
Maison uniquement	avec jardin		
Appartement uniquement	avec garage		

Attention, si vous effectuez un choix précis concernant le type de logement, la société vous propose un logement qui correspond strictement à votre demande. Un choix restrictif peut donc allonger le temps d'attente.

A.4. CHOIX CONCERNANT LE LOGEMENT AU REGARD DU HANDICAP

Au regard du handicap présenté par un des membres du ménage, le logement nécessite :

- un aménagement pour personne à mobilité réduite : oui – non ;
- un autre type d'aménagement lié au handicap d'un membre du ménage : oui – non ; si oui, précisez lequel : _____ . ».

Volet B à remplir par la société qui reçoit la candidature

B.1. DATES 4					
de dépôt	d'admission	de radiation	de refus	de confirmation	d'attribution
.../.../....	.../.../....	.../.../....	.../.../....	.../.../....	.../.../....
			.../.../....		
			.../.../....		

B.2. LE LOGEMENT REGLEMENTAIREMENT PROPORTIONNE A LA COMPOSITION FAMILIALE COMPORTE 5					
1 chambre	2 chambres	3 chambres	4 chambres	5 chambres	
B.3. LOGEMENT ADAPTE 6			OUI	NON	
B.4. CONDITIONS D'ADMISSION 7					
Ressources					
Ménage	à revenus modestes	en état de précarité	à revenus moyens		

B.5. VOIES DE RECOURS 8	
<p>Le candidat locataire qui s'estime lésé par une décision de la société peut introduire une réclamation au siège de celle-ci, par envoi recommandé, dans les trente jours qui suivent la notification de la décision.</p> <p>A défaut de réponse dans les trente jours de la réclamation ou en cas de réclamation rejetée, le candidat locataire peut introduire un recours, par envoi recommandé, auprès de la Chambre de recours dont le siège est situé à la Société wallonne du Logement, rue de l'Ecluse 21, à 6000 Charleroi.</p> <p>Il est également possible, pour le candidat locataire, d'adresser une réclamation individuelle auprès du Médiateur de la Région wallonne à l'adresse suivante : rue Lucien Namèche 54, à 5000 Namur.</p>	

Fait à, le

Signatures du ou des candidats précédées de la mention "Lu et approuvé" :

Ainsi qu'il est prévu par la loi sur la protection de la vie privée, les données à caractère personnel communiquées dans le cadre de la présente candidature et du bail sont traitées à des fins de maintenance des fichiers des candidats. Le candidat marque son accord pour que ces données soient communiquées aux autres sociétés gestionnaires des communes sur lesquelles il a posé un choix.

Le responsable du traitement est la SC, dont le siège est à

Vous pouvez consulter et faire corriger les renseignements communiqués comme prévu par la loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée. Il vous appartient de nous communiquer tout élément susceptible de modifier votre dossier de candidature sous peine d'être radié si les informations en notre possession s'avèrent incorrectes ou incomplètes. Signification des renvois avec références, selon la rubrique, au Code wallon de l'habitation durable et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des

logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public.

a) indiquer :

C, pour la personne célibataire ;

M, pour la personne mariée ou la personne cohabitante ;

D, pour la personne divorcée ;

S, pour la personne séparée ;

V, pour la personne veuve.

b) indiquer :

B, pour les ressortissants belges ;

U, pour les ressortissants de l'Union européenne autres que belges ;

A, pour les autres ressortissants.

c) indiquer :

S, s'il s'agit d'un salarié ;

I, s'il s'agit d'un indépendant ;

C, s'il s'agit d'une personne percevant des allocations de chômage ;

P, s'il s'agit d'une personne pensionnée ;

M.U, s'il s'agit d'une personne percevant des revenus de sa mutuelle ou assimilés ;

M.I, s'il s'agit d'une personne percevant le revenu d'intégration sociale.

d) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, articles 12 à 16.

e) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, article 1er, 15°.

f) Code wallon de l'habitation durable, article 1er, 16° : logement dont la configuration permet une occupation adéquate par un ménage en raison du handicap d'un de ses membres, conformément aux critères fixés par le Gouvernement

g) Indiquer les ressources prévues à l'article 1er, 8°bis, du présent arrêté, et le type de ménage prévu aux articles 1er, 9°, 29°, 30° et 31° du Code wallon de l'habitation durable.

h) Arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logements de service public, articles 7 à 11.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public.

Namur, le 8 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/002743]

8 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de “Société wallonne du logement” (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 94, § 1, laatst gewijzigd bij het decreet van 15 maart 2018 en § 1bis, gewijzigd bij het decreet van 30 maart 2006 en 171bis, § 4, ingevoegd bij het decreet van 30 maart 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de “Société wallonne du logement” (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen;

Gelet op het rapport van 3 juli 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de beleidsgroep “Huisvesting” van de “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 25 september 2023;

Gelet op het advies van de “Société wallonne du Logement” (Waalse Huisvestingsmaatschappij), gegeven op 5 oktober 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 oktober 2023 ;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 18 januari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.401/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 19 januari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het voorstel van de “Société wallonne du Logement” (Waalse Huisvestingsmaatschappij) van 24 april 2023;

Gezien het rapport “évaluation du système d’attribution des logements publics vacants” van het Centre d’Etude en Habitat durable van 1 juli 2022;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de “Société wallonne du logement” of de openbare huisvestingsmaatschappijen, gewijzigd bij de besluiten van 19 december 2008 en 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) er wordt een 8°bis ingevoegd, luidend als volgt:

“8°bis middelen: de inkomsten bedoeld in artikel 1, 8°, vermeerderd met de door de minister bepaalde geldelijke ontvangsten en equivalenten in natura;” ;

b) er wordt een punt 14°bis ingevoegd, luidend als volgt:

“14°bis genormaliseerde huurwaarde: het bedrag dat overeenstemt met vijfennegentig procent van de bodemhuur afgeleid uit de indicatieve huurschaal bedoeld in artikel 89 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de huurovereenkomsten voor woningen;”;

c) in 15°, d), worden de woorden “of lijdt aan een degeneratieve ziekte die onvermijdelijk leidt tot een door een gespecialiseerde arts erkende motorische stoornis” ingevoegd tussen de woorden “indien één van de leden gehandicapt is” en de woorden “of, in gelijksoortige specifieke gevallen;”;

d) in 15°ter ,worden volgende wijzigingen aangebracht:

(1) in b), worden de woorden “of personen die lijden aan een degeneratieve ziekte die onvermijdelijk leidt tot een door een gespecialiseerde arts erkende motorische stoornis” ingevoegd tussen de woorden “of voor gehandicapte personen” en de woorden “, of omgekeerd”;

(2) in d) wordt het woord “specialist” ingevoegd tussen de woorden “door een geneesheer” en de woorden “en aanvaard bij een gemotiveerde beslissing”.

Art. 2. Artikel 8, lid 1, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008, wordt aangevuld met een vijfde streepje, luidend als volgt:

“door het aldaar wonende gezin van wie de maatschappij de overeenkomst van onzekere bewoning heeft opgezegd in toepassing van artikel 41, § 3. ”.

Art. 3. In artikel 12, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt:

“De in lid 1 bedoelde documenten worden in voorkomend geval aangevuld met de documenten die de maatschappij rechtstreeks van de authentieke bron kan verkrijgen. De aanvrager stelt het bedrijf op de hoogte van wijzigingen in zijn aanvraagdossier en deze documenten bijwerken. ” ;

2° lid 3 wordt vervangen door wat volgt :

“De aanvrager moet de gemeenten aanwijzen waarin hij kandidaat is voor de toewijzing van een woning met een maximum van vijf gemeenten die hij volgens zijn voorkeur indeelt. Hij kan zijn kandidatuur beperken tot de toewijzing van een woning in maximum vijf deelgemeenten of wijken van sociale woningen binnen het geheel van de gekozen gemeenten. De aanvrager is van rechtswege kandidaat voor de toewijzing van een woning bij alle huisvestingsmaatschappijen die het grondgebied van de aangewezen gemeenten, deelgemeenten of wijken bedienen. De maatschappij die het eenmalige kandidatuurformulier in ontvangst heeft genomen, wordt belast met de procedure bedoeld in de artikelen 13 tot 15.

Aanvragers kunnen aangeven of hun aanvraag voor een huis en/of een flat is. De maatschappij is verplicht om, als eerste keuze, aan de kandidaat die deze voorkeur heeft uitgesproken, een evenredige woning aan te bieden die overeenkomt met zijn of haar verzoek. Als de toe te wijzen woning niet voldoet aan de keuzes van de kandidaat-huurders, wordt deze aangeboden aan het gezin dat als eerste op de lijst staat.

Als de woning wordt geweigerd, wordt deze tijdens dezelfde vergadering van de toewijzingscommissie aangeboden aan de volgende kandidaat-huurders op de lijst van aanvragers. ”.

Art. 4. In artikel 15, § 2, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, wordt het woord "specialist" ingevoegd tussen de woorden "bevestigd door een geneesheer" en de woorden "heeft en dat bij dezelfde maatschappij".

Art. 5. In artikel 17 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 2 worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in regel 7 van de tabel worden de woorden "van de wet van 21 februari 1991 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huishuur, gewijzigd bij de wet van 1 maart 1991" vervangen door de woorden "55, §§ 2 en 3, van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst" ;

2° regel 11 van de tabel wordt vervangen als volgt:

"De persoon die de woning verlaat of heeft verlaten ten gevolge van intrafamiliaal geweld dat met de nodige bewijsstukken wordt bevestigd, zoals het proces-verbaal, het attest van het opvangtehuis of attest van het O.C.M.W of instellingen die gespecialiseerd zijn in intrafamiliaal geweld. " ;

c) lijn 14 van de tabel wordt aangevuld met de woorden "of lijdt aan een handicap of een degeneratieve ziekte die onvermijdelijk leidt tot een door een gespecialiseerde arts erkende motorische stoornis";

2° in paragraaf 4, 2°, worden de woorden "bedoeld in hoofdstuk VI of een specifiek project" ingevoegd tussen de woorden "een specifiek project" en de woorden "goedgekeurd door de Regering".

Art. 6. In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het decreet van de Waalse Regering van 19 juli 2012, wordt het woord "gehandicapt is" telkens vervangen door de woorden "die de handicap heeft waaraan de woning is aangepast of die lijdt aan een degeneratieve ziekte die onvermijdelijk leidt tot een door een gespecialiseerde arts gecertificeerde motorische stoornis en waaraan de woning reeds is aangepast".

Art. 7. In artikel 21, eerste lid, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, worden aan punt 2° de woorden "met het oog op het verkrijgen van een geproportioneerde woning als bedoeld in titel II of als bedoeld in titel IV" toegevoegd. ”.

Art. 8. In artikel 22, lid 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "bestaansonzekere gezinnen" worden vervangen door de woorden "gezinnen van categorie 1";

b) punt 2° wordt vervangen door hetgeen volgt:

"2° indien de gemeente over minstens vijf procent sociale woningen beschikt, mag ze een maximaal percentage woningen gelijk aan het percentage sociale woningen op haar grondgebied toewijzen aan de categorie 3-gezinnen.

Het percentage waarmee rekening wordt gehouden is het percentage sociale woningen dat op 1 januari van het jaar N-3 is vastgesteld en door de administratie is bevestigd. Dit percentage wordt naar boven afgerond en wordt met vijf procent verhoogd als de gemeente meer dan 75.000 inwoners heeft. Het aantal inwoners wordt bepaald op basis van de cijfers van de werkelijke bevolking vastgesteld door de federale Minister van Economische Zaken. ”.

Art. 9. In artikel 23, § 2, 2°, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, wordt het woord "specialist" ingevoegd tussen de woorden "bevestigd door een geneesheer" en de woorden "heeft en dat bij dezelfde maatschappij".

Art. 10. In artikel 24, § 4, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° wordt het woord "gehandicapt is" vervangen door de woorden "dat lijdt aan een handicap of een degeneratieve ziekte die onvermijdelijk leidt tot een door een gespecialiseerde arts erkende motorische stoornis";

b) in punt 3° wordt het woord "gehandicapte personen" vervangen door de woorden "personen die lijden aan een handicap of een degeneratieve ziekte die onvermijdelijk leidt tot een door een gespecialiseerde arts erkende motorische stoornis".

Art. 11. In titel II van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VI ingevoegd, bestaande uit de artikelen 36 tot en met 38, dat als volgt luidt :

"Hoofdstuk VI Specifiek project Housing first

Art. 36. In het kader van dit hoofdstuk wordt een specifiek Housing First-project gedefinieerd als elk project dat gericht is op het verstrekken van een individuele woning en multidisciplinaire begeleiding op lange termijn aan daklozen met een lange geschiedenis van straatlopen die lijden aan psychiatrische problemen of verslavingen.

Art. 37. § 1. Met toestemming van de Waalse maatschappij mag de onderneming afwijken van de toewijzingscriteria in dit besluit, mits aan de volgende voorwaarden wordt voldaan:

1° ten minste één van de bij het project betrokken partners wordt gesubsidieerd in het kader van artikel 61 van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid of artikel 198, 3° van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

2° de doelgroep bestaat uit personen die dakloos zijn of in sociale moeilijkheden verkeren en die zich in één of meer van de volgende situaties bevinden:

leeft in de openbare ruimte;

heeft geen woning, kan geen eigen woning krijgen en heeft daarom geen verblijfplaats;

heeft geen woning die woonbaar is of verbeterd kan worden op het gebied van gezondheids-, veiligheids- en woonbaarheidsnormen;

verblijft of is tijdelijk ondergebracht in een instelling ;

heeft een woning en heeft eerder in een van de onder a) tot en met d) genoemde situaties verkeerd;

bevindt zich in een preciaire situatie of loopt het risico in een preciaire situatie terecht te komen;

3° de toewijzingen maken het mogelijk om gezinnen te begeleiden waarvoor de onder 1° bedoelde subsidie wordt toegekend;

4° het doelpubliek wordt via de gepaste kanalen geïnformeerd over het project en de middelen van beroep;

5° de afwijkcingscriteria voor aanneming en toewijzing voldoen aan de beginselen van gelijke behandeling, motivering, evenredigheid, objectiviteit en redelijke rechtvaardiging;

6° de toewijzingsprocedure voorziet in de motivering van de aanneming en de weigering van aanvragen, alsook in de toewijzingen

7° het toewijzingscomité is verantwoordelijk voor de toewijzing van woningen in het kader van het Housing First project.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde toestemmingsaanvraag bevat:

1° de lokale context van dakloosheid en de eventuele ervaring van de maatschappij op dit vlak;

2° het aantal woningen waarvoor de afwijking wordt aangevraagd op legitieme en evenredige gronden;

3° de identificatie van de partner(s) die verantwoordelijk zijn voor de permanente sociale begeleiding en hun kwalificatie(s) om "Housing First" begeleiding te bieden;

4° de identificatie van het doelpubliek en de nagestreefde sociale doelstellingen;

5° de procedures en criteria voor de toewijzing van deze woningen;

6° het bewijs dat de sociale begeleiding multidisciplinair, geïndividualiseerd en niet beperkt in de tijd zal zijn;

7° de geplande samenwerking met de maatschappij, in het bijzonder via de sociale referent bedoeld in artikel 131bis van de CWHB (het Waalse Wetboek van Duurzame Wonen) ;

8° de samenstelling van het team dat instaat voor de analyse en selectie van het doelpubliek;

9° de procedures voor de bekendmaking van het "Housing First"-project;

10° De procedures voor de opening van de kandidaturen, de aanneming van de kandidaten, de analyse van de kandidaturen en de selectie van de kandidaten;

11° de procedures voor het meedelen van bestaande beroepsprocedures.

§ 3. Wanneer een maatschappij toestemming heeft gekregen van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij om af te wijken van de toewijzingscriteria van dit besluit, blijven de overige bepalingen van dit besluit van toepassing.

Art. 38. De in artikel 37 bedoelde afwijking wordt voor onbepaalde tijd toegestaan en eindigt aan het einde van de subsidieperiode van de partner(s) die verantwoordelijk is/zijn voor de lopende maatschappelijke begeleiding. "

Art. 12. In titel III van hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk VII ingevoegd, dat de artikelen 39 tot 41 omvat, luidend als volgt:

"Hoofdstuk VII. Het overlijden van de huurder

Art. 39. De huurovereenkomst wordt automatisch beëindigd bij overlijden van de huurder en de woning is vrij van bewoning.

Art. 40. Als de woning wordt bewoond door personen die er ten minste achttien maanden wonen, maar de wijziging in de gezinssamenstelling niet overeenkomstig artikel 4 van bijlage 5 aan de maatschappij is gemeld, of als de personen niet voldoen aan de in dit besluit gestelde aannemingsvoorwaarden, sluit de maatschappij met de bewoner(s) een overeenkomst voor preciaire bewoning af voor een duur van maximaal zes maanden.

De Minister bepaalt de berekening van de vergoeding en de voorwaarden die van toepassing zijn op overeenkomsten voor preciaire bewoning en stelt een modelovereenkomst op.

Art. 41. § 1. Als de woning wordt bewoond door personen die er ten minste achttien maanden wonen, dat de wijziging in de gezinssamenstelling niet overeenkomstig artikel 4 van bijlage 5 aan de maatschappij is overgemaakt en dat personen voldoen aan de in dit besluit gestelde aannemingsvoorwaarden:

a) als de bewoonde woning geschikt is en in verhouding staat tot de gezinssamenstelling, sluit het bedrijf een huurovereenkomst af met deze personen;

b) als de bewoonde woning niet geschikt is of in verhouding staat tot de gezinssamenstelling, zal de maatschappij deze personen een geproportioneerde woning aanbieden.

§ 2. Als er geen geproportioneerde woning beschikbaar is, sluit de maatschappij met de in paragraaf 1 bedoelde personen een overeenkomst voor preciaire bewoning af, die afloopt zodra de maatschappij passende een geproportioneerde woning aanbiedt.

De Minister bepaalt de berekening van de vergoeding en de voorwaarden die van toepassing zijn op overeenkomsten voor preciaire bewoning en stelt een modelovereenkomst op.

§ 3. In geval van weigering van de aangeboden woning zal het bedrijf de overeenkomst voor preciaire bewoning beëindigen, behalve in het geval van een weigering die naar behoren is gemotiveerd om rechtvaardige motieven. "

Art. 13. De artikelen 42 tot 47 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

"Art. 42. Op basis van een gemotiveerde beslissing kan de maatschappij gemiddelde woningen en woningen waarvan de huur berekend wordt in toepassing van de bepalingen vervat in afdeling 2 van hoofdstuk 5 van dit besluit, die zij in eigendom en beheer heeft, verhuren volgens het evenwichtshuurstelsel.

Art. 14. § 1. Het aantal woningen dat tegen een evenwichtshuur wordt verhuurd, mag niet hoger zijn dan het in de volgende tabel vastgestelde percentage, waarbij :

P staat voor de verhouding, uitgedrukt als percentage, tussen het aantal huishoudens in een gemeente dat een woning van openbaar nut bewoont die eigendom is van een maatschappij en het aantal huishoudens in dezelfde gemeente dat een woning bewoont die geen eigendom is van een maatschappij;

E staat voor het maximale percentage in een gemeente van gemiddelde woningen en woningen waarvoor de huur wordt berekend met toepassing van de bepalingen in afdeling 2 van hoofdstuk 5 van dit besluit die zij mag omzetten in woningen met een evenwichtshuur.

<i>Percentage huishoudens dat een woning bewoont die eigendom is van een maatschappij</i>	<i>Maximumpercentage om te zetten of omgezette woningen naar woningen met een evenwichtshuur</i>
$P < 5\%$	$E = 7,5\%$
$5\% \leq P < 10\%$	$E = 10\%$
$P \geq 10\%$	$E = 20\%$

Het in lid 1 bedoelde percentage wordt voor het eerst vastgesteld op 1 april 2024 en om de vijf jaar in januari opnieuw geëvalueerd.

§ 2. De raad van bestuur van de maatschappij bepaalt het maximale aantal en, indien van toepassing, de ligging en het type woning die de hij zal verhuren tegen een evenwichtshuur.

§ 3. De maatschappij informeert de "Société wallonne" over elke toewijzing van woningen met een evenwichtshuur volgens de modaliteiten bepaald door de "Société wallonne".

§ 4. De maatschappij waarvan het percentage lager is dan het eerder bepaalde percentage wanneer haar percentage wordt geherwaardeerd, moet haar situatie bij elke verandering van huurder aanpassen. Huurovereenkomsten met een evenwichtshuur die het percentage overschrijden kunnen niet worden verlengd.

Art. 15. § 1. Het huishouden dat een woning tegen een evenwichtshuur aanvraagt, moet voldoen aan de voorwaarden inzake inkomen en vermogen bedoeld in artikel 1, 29°, 30° of 31° van het Wetboek:

- 1° bij de indiening van de kandidaatstelling;
- 2° bij bevestiging van de kandidatuur;
- 3° bij de toewijzing van de woning;
- 4° tijdens de duur van de huurovereenkomst.

§ 2. De huurder mag geen eigenaar of vruchtgebruiker zijn van een woning, tenzij deze ongeschikt is voor bewoning, onbewoonbaar is of ongeschikt is voor bewoning.

Art. 16. De maatschappij houdt een register bij van de kandidaturen voor een woning tegen een evenwichtshuur, opgesteld in overeenstemming met de modaliteiten bepaald door de "Société wallonne".

Voorafgaand aan de toewijzing en bij gebrek aan kandidaten die voldoen aan de criteria vermeld in artikel 47, § 2, van dit besluit binnen het register, publiceert de maatschappij gedurende ten minste vijftien dagen een vacature voor de woning op de website van de "Société wallonne" en op ten minste twee andere kanalen.

De bekendmaking leeft de bepalingen van artikel 5 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst na.

Art. 17. De aanvrager moet zijn kandidatuur indienen bij de zetel van de maatschappij van zijn keuze met behulp van het aanvraagformulier in bijlage 9 bij dit besluit, samen met de documenten die nodig zijn om vast te stellen of hij in aanmerking komt.

De in lid 1 bedoelde documenten zijn documenten die de maatschappij niet rechtstreeks van de authentieke bron kan verkrijgen.

De aanvrager moet de gemeenten aanwijzen waarin hij kandidaat is voor de toewijzing van een woning met een maximum van vijf gemeenten die hij bij voorkeur indeelt. Hij kan zijn kandidatuur beperken tot de toewijzing van een woning in maximum vijf deelgemeenten of wijken van sociale woningen binnen het geheel van de gekozen gemeenten. De aanvrager is van rechtswege kandidaat voor de toewijzing van een woning bij alle huisvestingsmaatschappijen die het grondgebied van de aangewezen gemeenten, deelgemeenten of wijken bedienen. De maatschappij die het eenmalige kandidatuurformulier in ontvangst heeft genomen, wordt belast met de procedure bedoeld in de artikelen 13 tot 15.

De aanvrager moet bepalen of zijn aanvraag op een huis of een appartement betrekking heeft en of hij een garage of een tuin aanvraagt. De maatschappij biedt de aanvrager een woning aan die strikt aan zijn eisen voldoet.

Bij de indiening van zijn kandidatuur moet de aanvrager bepalen of zijn aanvraag op een aangepaste woning betrekking heeft en de aanpassingen die hij nodig heeft vermelden.

De artikelen 12, § 2 en 3, en 13 tot 16 van dit besluit zijn van toepassing op aanvragen voor een woning tegen een evenwichtshuur.

Art. 18. § 1. Het toewijzingscomité heeft als hoofdzakelijke opdracht de woningen toe te wijzen.

§ 2. De woning wordt toegewezen aan een huishouden dat aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° de middelen van het huishouden, na aftrek van de huur, zijn groter dan of gelijk aan tachtig procent van het leefloon:

- a) tegen het tarief "alleenstaande" als het huishouden van de aanvrager uit één persoon bestaat;
- b) tegen het tarief "huishouden" als het huishouden van de aanvrager bestaat uit een alleenstaande of een paar met ten minste één ongehuwd minderjarig kind ten laste, vermeerderd met één tarief voor samenwonenden voor elke extra volwassene;
- c) tegen het tarief "samenwonende" vermenigvuldigd met het aantal volwassenen als het huishouden uit meerdere personen bestaat zonder afhankelijke ongehuwde minderjarige kinderen;

2° de toegewezen woning staat in verhouding tot de samenstelling van het huishouden van de aanvrager. Als er geen kandidaat is die aan dit criterium voldoet, wijst het comité een woning met een extra slaapkamer toe.

§ 3. De datum waarop de aanvraag wordt aangenomen, wordt gebruikt om een beslissing te nemen tussen aanvragers die voldoen aan zowel de inkomens- als de huisvestingsverhoudingsvoorwaarden zoals beschreven in paragraaf 1. Als de datum waarop de aanvraag wordt aangenomen, identiek is, wordt de leegstaande woning bij voorrang toegewezen aan het huishouden waarvan de ondertekenaar van de kandidatuur het oudst is. In afwijking van het vorige lid, en onverminderd de toewijzingsprioriteiten in dit artikel, wijst het toewijzingscomité leegstaande woningen bij voorrang toe aan huurders van onderbewoonde woningen met een evenwichtshuur die kandidaat zijn voor een woning met een evenredige evenwichtshuur, en vervolgens aan huishoudens die een sociale huurwoning huren als bedoeld in titel II.

Art. 47/1. § 1. Onverminderd artikel 44, § 2, worden de verhoudingen tussen de maatschappij en haar huurders geregeld door de bepalingen die van toepassing zijn inzake hoofdverblijfplaats van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst.

De onderverhuur is verboden.

§ 2. De initiële huur is gelijk aan de gestandaardiseerde huurwaarde.

De huur wordt jaarlijks aangepast aan de kosten van levensonderhoud volgens de modaliteiten van artikel 26, § 1, van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst.

§ 3. De vergoedingen, consumpties en kosten die aan de huurder worden aangerekend, worden vastgesteld in overeenstemming met het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 1999 tot regeling van de huurkosten van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of de door haar erkende maatschappijen.

§ 4. De "Société wallonne" heeft een modelhuurovereenkomst opgesteld voor huurwoningen met een evenwichtshuur.

Art. 47/2. § 1. Uiterlijk op 31 maart van elk jaar dient de maatschappij bij de "Société wallonne" een verslag in volgens het door de laatstgenoemde opgestelde model, waarin de financiële gevolgen van de operatie worden geëvalueerd en waarin alle geïnde huurgelden per type woning worden vermeld.

§ 2. De "Société wallonne" dient jaarlijks een algemene evaluatie van de toepassing van de evenwichtshuur in bij de Minister.

Art. 47/3. Hoofdstuk III van titel II van dit besluit is van toepassing op de verhuur van woningen met een evenwichtshuur. "

Art. 19. De maatschappij kan de bestaande gemiddelde woningen definitief toewijzen aan woningen waarvan de huur berekend wordt volgens de bepalingen in afdeling 2 van hoofdstuk 5 van dit besluit.

De maatschappij zal de "Société wallonne" op de hoogte brengen van deze verandering van gebruik.

Art. 20. In luik A van bijlage 4 bij hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt A.3. wordt aangevuld met volgend lid:

"Houd er rekening mee dat als u een specifieke keuze maakt met betrekking tot het type woning, de maatschappij u een woning zal aanbieden die strikt overeenkomt met uw verzoek. Een beperkende keuze kan de wachttijd dus verlengen. " ;

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een punt A.4., luidend als volgt:

"A.4. Een woning kiezen voor mensen met een handicap

Met het oog op de handicap van een van de leden van het huishouden vereist de woning:

faciliteiten voor mensen met beperkte mobiliteit: ja - nee ;

een ander soort woning in verband met de handicap van een lid van het huishouden: ja - nee; zo ja, specificeer welke : _____ . "

Art. 21. In luik B van bijlage 4 bij hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 mei 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in regel 7 van de tabel worden de woorden "3, §§ 2 en 3, van de wet van 21 februari 1991 tot wijziging en aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek inzake huishuur, gewijzigd bij de wet van 1 maart 1991" vervangen door de woorden "55, §§ 2 en 3, van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst";

2° regel 11 van de tabel wordt vervangen als volgt:

"De persoon die de woning verlaat of heeft verlaten ten gevolge van intrafamiliaal geweld dat met de nodige bewijsstukken wordt bevestigd, zoals het proces-verbaal, het attest van het opvangtehuis of attest van het O.C.M.W of instellingen die gespecialiseerd zijn in intrafamiliaal geweld. " ;

3° in regel 14 van de tabel wordt de zin "Het gezin waarvan een lid als gehandicapt erkend wordt" aangevuld met de woorden: "of lijdt aan een degeneratieve ziekte die onvermijdelijk leidt tot een motorische handicap gecertificeerd door een gespecialiseerde arts".

Art. 22. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 9 ingevoegd, die als bijlage 1 bij dit besluit is gevoegd.

Art. 23. § 1. Dit besluit is van toepassing op de lopende huurovereenkomsten en op de kandidaturen die bij de inwerkingtreding ervan lopend zijn.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 is artikel 13 uiterlijk één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen. De vóór de inwerkingtreding gesloten huurovereenkomsten blijven geldig tot de vervaldatum ervan.

De verlenging van huurovereenkomsten die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn gesloten, is verboden. Na afloop van deze huurovereenkomsten kan de maatschappij een nieuwe huurovereenkomst aangaan onder de voorwaarden van dit besluit.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2024.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 14 en 17 van dit besluit in werking op 1 oktober 2024.

Art. 25. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de “Société wallonne du logement” (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen

Bijlage nr.9 bij het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de “Société wallonne du logement” (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen

Kandidatuurformulier voor evenwichtshuur

Inschrijvingsnr.:	KANDIDATUURFORMULIER OP TE NEMEN IN HET KANDIDATURENREGISTER
-------------------	---

Luik A (door de aanvrager in te vullen).

A.1 PERSONALIA EN SAMENSTELLING VAN HET GEZIN

KANDIDAAT		ECHTGENO(O)T(E) SAMENWONENDE		OF
Naam:		Naam:		
Voornaam:		Voornaam:		
Geslacht:	mannelijk vrouwelijk	Geslacht:	mannelijk vrouwelijk	-
Geboortedatum:		Geboortedatum:		
Geboorteplaats:		Geboorteplaats:		
Burgerlijke stand 1:		Burgerlijke stand 1:		
Nationaliteit 2:		Nationaliteit 2:		
Rijksregister:		Rijksregister:		
Beroep 3:		Beroep 3:		
Gehandicapt:	ja - nee	Gehandicapt:	ja - nee	
Telefoon:		Telefoon:		
E-mail:		E-mail:		
Adres: Straat: Plaats: Vestigingsdatum:	Nr.: . . . Code: Land :	Adres: Straat: Plaats: Vestigingsdatum:	Nr.: . . . Code: Land :	

LEDEN DIE DEEL UITMAKEN VAN HET GEZIN (de kandidaat en de echtgeno(o)t(e)/samenwonende niet meer vermelden)

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt :
1				Kind ten laste :			
	Beroep 3		M V	Verblijvend kind Verwant in opgaande lijn Andere		Vestigingsdatum	Ja - nee

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt :
2				Kind ten laste :			
	Beroep 3		M V	Verblijvend kind Verwant in opgaande lijn Andere		Vestigingsdatum	Ja - nee

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt :
3				Kind ten laste :			
	Beroep 3		M V	Verblijvend kind Verwant in opgaande lijn Andere		Vestigingsdatum	Ja - nee

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt :
4				Kind ten laste :			
	Beroep 3		M V	Verblijvend kind Verwant in opgaande lijn Andere		Vestigingsdatum	Ja - nee

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt :
5				Kind ten laste :			
	Beroep 3		M V	Verblijvend kind Verwant in opgaande lijn Andere		Vestigingsdatum	Ja - nee

	Naam en voornaam	Geboortedatum	Geslacht	Verwantschap	Nationaal nr.	Gemeente van de woonplaats	Gehandicapt :
6				Kind ten laste :			
	Beroep 3		M V	Verblijvend kind Verwant in opgaande lijn Andere		Vestigingsdatum	Ja - nee

Voor de zwangere vrouwen:	Voorziene datum voor de bevalling (maand/jaar)
---------------------------	---

A.2 GEMEENTEN, GEMEENTEAFDELINGEN OF WIJKEN WAAR HET GEZIN KANDIDAAT WENST TE ZIJN VOOR DE TOEKENNING VAN EEN WONING
DIT FORMULIER ZAL OOK WORDEN OVERGEMAAKT AAN DE ANDERE MAATSCHAPPIJEN DIE BIJ DEZE AANVRAAG BETROKKEN ZIJN

1° Hetzij algemene keuze:

Maximum vijf gemeenten te rangschikken in de volgorde van voorkeur:

- a) gemeenten beheerd door de REFERENTIEMAATSCHAPPIJ:
- b) gemeenten beheerd door andere maatschappijen:

2° hetzij een meer gerichte keuze:

Maximaal vijf gemeenteafdelingen of sociale woonwijken die in volgorde van voorkeur moeten worden gerangschikt:

A.3 KEUZE BETREFFENDE DE WONING

Huis of appartement			
Alleen een huis	met tuin		
Alleen een appartement	met garage		

Houd er rekening mee dat als u een specifieke keuze maakt met betrekking tot het type woning, de maatschappij u een woning zal aanbieden die strikt overeenkomt met uw verzoek. Een beperkende keuze kan de wachttijd dus verlengen.

A.4 KEUZE BETREFFENDE DE WONING MET HET OOG OP DE HANDICAP

Met het oog op de handicap van een van de leden van het huishouden vereist de woning:

- faciliteiten voor mensen met beperkte mobiliteit: ja - nee ;
- een ander soort woning in verband met de handicap van een lid van het huishouden: ja - nee; zo ja, specificeer welke : _____ . "

Luik B (in te vullen door de maatschappij die de kandidatuur in ontvangst neemt)

B.1 DATA 4					
van indiening	van aanvaarding	van schrapping	van weigering	van bevestiging	van toekenning
.../.../....	.../.../....	.../.../....	.../.../....	.../.../....	.../.../....
			.../.../....		
			.../.../....		
			.../.../....		

B.2 DE REGLEMENTAIR GEPROPORTIONEERDE WONING TELT 5					
1 slaapkamer	2 slaapkamers	3 slaapkamers	4 slaapkamers	5 slaapkamers	
B.3 AANGEPASTE WONING 6			JA	NEE	
B.4 TOELAATBAARHEIDSVORWAARDEN 7					
Inkomens					
Gezin	met bescheiden inkomens	in preciaire toestand		met gemiddelde inkomens	

B.5 BEROEPSMIDDELEN 8
<p>De kandidaat-huurder die zich benadeeld acht door een beslissing van de maatschappij kan bij aangetekend schrijven een bezwaarschrift naar haar zetel sturen binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing. Bij gebrek aan antwoord binnen dertig dagen na de indiening van het bezwaarschrift of in geval van verworpen bezwaarschrift, kan de kandidaat-huurder een aangetekend beroep indienen bij de Kamer van beroep waarvan de zetel gevestigd is bij de "Société wallonne du Logement", rue de l'Ecluse 21, 6000 Charleroi. De kandidaat-huurder kan ook een individueel bezwaarschrift aan de "Médiateur de la Région wallonne" (Bemiddelaar van het Waalse Gewest) richten op volgend adres: rue Lucien Namêche, 54, te 5000 Namur.</p>

Opgemaakt te....., op.....

Handtekening(en) van de kandidaat (kandidaten), voorafgegaan door de melding "Gelezen en goedgekeurd":

Zoals bepaald bij de wet op bescherming van de privésfeer worden de persoonsgegevens die meegedeeld worden in het kader van deze kandidatuur en van de overeenkomst verwerkt om de bestanden van de kandidaten bij te werken. De kandidaat stemt ermee in dat deze gegevens worden meegedeeld aan de andere beheersmaatschappijen van de gemeenten waarvoor hij gekozen heeft.

De verantwoordelijke voor de verwerking is de SC.
, waarvan de zetel gevestigd is te.....

U heeft het recht om de meegedeelde gegevens te raadplegen en aan te passen, zoals bepaald bij de wet van 8 december 1992 op de bescherming van de privésfeer. U dient ons elk gegeven mee te delen dat uw kandidatuur dossier zou kunnen wijzigen op straffe van schrapping indien de informatie in ons bezit onjuist of onvolledig blijkt te zijn. Betekenis van de verwijzingen met referentie, al naar gelang van de rubriek, naar het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen en naar het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen.

a) gebruik:

C, voor de ongehuwde persoon;

M, voor de gehuwde of samenwonende persoon;

D, voor de uit de echt gescheiden persoon;

S, voor de gescheiden persoon;

V, voor de weduwnaar/weduwe.

b) gebruik:

B, voor de Belgische staatsburgers;

U, voor de staatsburgers van de Europese Unie die niet Belgisch zijn;

A, voor de overige staatsburgers.

c) gebruik:

S, voor een loontrekker;

I, voor een zelfstandige;

C, voor een persoon die werkloosheidsuitkeringen ontvangt;

P, voor een gepensioneerde persoon;

M.U, voor een persoon die inkomens van haar ziektekas of daarmee gelijkgestelde inkomens ontvangt;

M.I, voor een persoon die een leefloon ontvangt.

d) Besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen, de artikelen 12 tot 16.

e) Besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen, de artikelen 12 tot 16.

f) Waals Wetboek van Duurzaam Wonen, artikel 1, 16°: woning die, overeenkomstig de door de Regering gestelde normen, wegens de ligging van de kamers geschikt is om bewoond te worden door een gezin met een gehandicapte persoon".

g) De middelen bedoeld in artikel 1, 8°bis, van dit besluit vermelden, en het type gezin bedoeld in de artikelen 1, 9°, 29°, 30° en 31° van het Waals Wetboek Wonen.

h) Besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen, de artikelen 7 tot 11.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de “Société wallonne du logement” of de openbare huisvestingsmaatschappijen.

Namen, 8 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON